

Déclaration du bureau national du POI

Par centaines de milliers, fonctionnaires et cheminots ont fait grève et manifesté avec les retraités dans toute la France, le 22 mars, contre les plans de destruction des services publics que le gouvernement veut appliquer à marche forcée.

À la SNCF notamment, la grève a été massive, son ampleur a dépassé toutes les prévisions, entraînant même une bonne partie de l'encadrement. Cela faisait très longtemps qu'on n'avait pas vu, chez les cheminots, tant de monde dans les assemblées générales, soudées autour de l'exigence du maintien du statut, du refus de la transformation en société anonyme et de l'ouverture à la concurrence. La masse des cheminots, présente dans la manifestation nationale comme dans les manifestations locales, a farouchement démontré sa capacité de combattre.

Quoi qu'en disent certains médias (qui réalisent le tour de force d'avoir compté moins de manifestants que la police dans la manifestation nationale des cheminots !), il s'est bien passé quelque chose le 22 mars. Et comment ! Un cran a été franchi dans le rassemblement des forces des travailleurs contre ce gouvernement.

Ces mouvements « *ne sont pas de nature à conduire le gouvernement à revenir sur ce qui a commencé à être mis en œuvre* », déclare crânement Macron le lendemain, depuis Bruxelles.

Mais le journal financier *Les Échos*, dans son éditorial, n'en est pas si sûr. « *Cette mobilisation change quelque peu la donne*, dit-il. *À l'approche des grèves perlées du printemps, elle fait soudain resurgir le spectre de l'hiver 1995. Ceux qui doutaient de la combativité des soldats du rail ont la réponse : elle est intacte. Et, avec elle, c'est le rapport des forces dans l'opinion qui risque de basculer (...).* »

Déjà, après les manifestations massives de retraités du 15 mars, dont l'ampleur, là aussi, a surpris tout le monde, le gouvernement a dû annuler pour 100 000

d'entre eux l'augmentation de la CSG (mesure qui ne prendra pas effet avant 2019). La question reste entière pour tous les autres, mais « *pour la première fois, il lâche du lest* », ne s'y trompe pas *Le Parisien*.

Selon un sondage publié la veille par BFM TV, 74 % des Français jugent « *injuste* » la politique du gouvernement Macron. Ce gouvernement dresse contre lui toutes les catégories de travailleurs.

Tout le monde est conscient de cette situation d'équilibre dangereux pour ce gouvernement. Dans la fonction publique, dans l'enseignement, chez les cheminots, partout où le gouvernement avance ses réformes, il n'a qu'un mot à la bouche : « *concertation* ». Concertations auxquelles les organisations syndicales devraient s'associer. Faudrait-il au nom de la « *concertation* » ne pas organiser dans l'immédiat la riposte aux plans du gouvernement ? Cette prétendue « *concertation* » ne débouche-t-elle pas sur des réformes destructrices et ne menace-t-elle pas l'indépendance des syndicats ?

Et il y a la réponse des travailleurs. Après les fonctionnaires et les cheminots, Air France était en grève le 23 mars. Une grève massive s'annonce aussi à Carrefour, premier employeur privé du pays, le 31 mars, alors que la direction sabre dans les rémunérations, ferme des centaines de magasins, supprime des milliers d'emplois. Les étudiants et les lycéens se mobilisent contre la remise en cause du bac et des diplômes universitaires. De même, les paysans se dressent contre ce gouvernement qui programme leur destruction.

Le 3 avril, débutera la grève chez les cheminots dont ils décideront, dans leurs assemblées générales, avec leurs syndicats, les modalités de la reconduction.

Le monde judiciaire est, quant à lui, vent debout contre la « *réforme* » de la ministre de la Justice, qui vise à la suppression de tribunaux. Perdure aussi la révolte sourde des élus contre les restrictions budgétaires.

**Dans ce combat,
la classe ouvrière a besoin
de se regrouper sur le plan
politique dans un parti
combattant pour ouvrir
des perspectives politiques
permettant d'en finir avec le
système de la propriété privée
des moyens de production
et d'échange... »**

taires, les atteintes aggravées à la libre administration des collectivités locales par un « pacte budgétaire » qui les place sous une tutelle financière digne du FMI !

Et il est désormais de plus en plus évident que la réforme de la Constitution, accentuant les traits les plus autoritaires de la V^e République, ne pourra pas être adoptée par voie parlementaire, ne laissant à Macron que le choix, périlleux, du référendum. Bref, résume *Le Monde*, « l'exécutif avance sur un fil ».

C'est le moment choisi par Pierre Laurent (PCF) et Benoît Hamon (ex-PS, aujourd'hui Générations.s) pour signer un appel de plusieurs organisations politiques en soutien à la manifestation des cheminots, le 22 mars. Ce texte dénonce à juste titre « les gouvernements successifs », « vingt ans de libéralisation », « depuis 1997 et la création de RFF ».

Mais qui a mis en place RFF, en 1997 ? C'est, dès son entrée en fonction, le ministre des Transports PCF de l'époque, Jean-Claude Gayssot (appliquant une loi votée sous le gouvernement de droite précédent).

Que faisait Benoît Hamon, lorsque pendant deux semaines de grève, en juin 2014, les cheminots se sont opposés à la « réforme » ferroviaire du gouvernement Hollande ? Il était ministre de ce gouvernement, en troisième position dans l'ordre protocolaire (à l'Éducation nationale).

Lorsque les cheminots, à la manifestation du 22 mars, sifflent et invectivent la délégation du PS, Hamon minore l'incident (« Ça peut arriver à tout le monde », dit-il) et déclare, visant les cheminots : « Il y a toujours des zozos dans les manifestations. » Non, les cheminots ne sont pas des « zozos » : ils n'ont pas la mémoire courte !

Pour le Parti ouvrier indépendant, l'heure n'est pas à ressusciter une « union de la gauche », dont les partis ont été magistralement balayés par le rejet légitime des travailleurs, il y a un an. Leurs dirigeants (ex-PS, PC, Verts), qui se targuent de soutenir les cheminots, ont surtout soutenu des gouvernements qui ont pris leur part à la casse du service public ferroviaire, de la SNCF depuis vingt ans.

Le Parti ouvrier indépendant est convaincu que le 22 mars trouvera ses suites et que le rassemblement des travailleurs, avec leurs organisations, sur le terrain

de la grève pour faire céder Macron jusqu'au bout est inscrit dans les développements futurs. Le POI apporte son appui aux comités pour la résistance et la reconquête, pour la défense des conquêtes de 1936 et 1945, comme cadres d'échange libre entre militants, élus de toutes tendances, confrontant leurs points de vue, leurs expériences pour aider à ce dénouement, qui a tenu ce 24 mars une réunion dont on lira dans *IO* tribune libre le compte rendu.

Depuis de très nombreux mois, *IO* informe des mesures réactionnaires du gouvernement Macron, démonte les faux et les mensonges véhiculés.

Le POI apporte également son soutien à l'« adresse » signée à ce jour par plus de cent maires et élus locaux à l'intention de tous leurs collègues dans le pays « pour défendre la commune, institution socle de la République ».

Le POI saisit le cinquantenaire de la grève générale de mai-juin 1968 pour mettre en débat, dans ses assemblées qu'il ouvre à tous, la nécessité de reconstruire une véritable représentation politique de la classe ouvrière : la question centrale d'une représentation politique, d'un parti politique est-elle encore d'actualité ? Les trahisons des partis PS, PCF, en 1968, intégrés aux institutions de la V^e République de l'époque et qui aujourd'hui sont en décomposition totale, sont des faits historiques.

La classe ouvrière a besoin d'organisations syndicales indépendantes, défendant ses seuls intérêts et ses acquis, notamment : les conquêtes de 1936 et 1945 et les revendications.

Les organisations syndicales ont pour vocation le rassemblement de la classe ouvrière dans la lutte quotidienne contre le patronat et les gouvernements au service du capital. Dans ce combat, la classe ouvrière a besoin de se regrouper sur le plan politique dans un parti combattant pour ouvrir des perspectives politiques permettant d'en finir avec le système de la propriété privée des moyens de production et d'échange... »

Informations ouvrières est à la fois le journal du POI et tribune libre de la lutte des classes. Il est l'instrument de cette large discussion au sein du mouvement ouvrier, l'instrument de liaison entre des milliers et des milliers de travailleurs et de militants.

Je souhaite prendre contact avec le POI

Je souhaite adhérer

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal : Ville : E-mail :

Bulletin à retourner à : Parti ouvrier indépendant, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.
Tél. : 01 48 01 88 20 - E-mail : poi@fr.oleane.com - www.partiouvrierindependant-poi.fr